



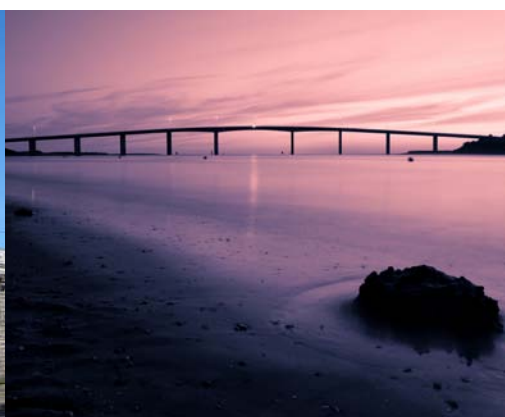
Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°221 - Jeudi 23 décembre 2010



Élections cantonales de mars 2011 **LA LOIRE-ATLANTIQUE À GAUCHE : L'ÉNERGIE SOLIDAIRE !**



Les 3 défis de 2011

L'année à venir sera très importante pour le parti socialiste, la gauche et les Français. Trois rendez-vous majeurs nous attendent : les cantonales en mars, les sénatoriales en septembre et les primaires à l'automne pour désigner notre candidat(e) à la présidentielle. Ces trois défis seront décisifs pour 2012. Chacun et chacune doit en avoir conscience.



Le premier rendez-vous, ce sera les cantonales. Notre objectif est bien de renforcer la majorité de gauche au Conseil général et de montrer localement que la politique menée par la gauche est juste, solidaire et améliore la vie de nos concitoyens. Tout le contraire de ce que fait la droite nationalement !

Après, viendront les élections sénatoriales. Pour la 1^{re} fois de son histoire, le Sénat peut basculer à gauche compte tenu des progrès du PS dans sa représentation au sein des collectivités locales. Certes, on ne gouverne pas la France depuis la Haute assemblée, mais quel coup de tonnerre serait une victoire historique qui préparerait au mieux le grand rendez-vous de l'année suivante !

Enfin, à l'automne il nous faudra réussir les primaires. Autre défi d'envergure ! Pour la 1^{re} fois, le (ou la) candidat(e) à la présidentielle du principal parti de la gauche va être désigné par un vote ouvert à tous les Français de gauche. Imaginez la force d'un tel vote ! Cela donnera d'emblée à notre candidat(e) une légitimité incontestable. Nous devons tout faire pour que ces primaires inédites soient l'occasion d'un véritable débat sur notre projet et se déroulent dans les meilleures conditions, dans la transparence et sans contestation possible. Il restera ensuite à faire une belle campagne pour changer la majorité politique de notre pays et porter une véritable alternative ambitieuse et innovante.

Pour finir, je veux ici remercier chacun pour l'état d'esprit constructif et respectueux dans lequel s'est passée l'investiture aux sénatoriales. Les socialistes peuvent être fiers de désigner démocratiquement, contrairement à la droite, tous leurs candidats.

Je remercie aussi les militants et militantes pour leur engagement fort en 2010, notamment durant la campagne des élections régionales, et je leur donne rendez-vous en 2011 pour une année riche et intense.

Je vous souhaite à tous et à toutes de très bonnes fêtes de fin d'année et vous donne rendez-vous le 4 février pour notre traditionnelle soirée des vœux.

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

« Construire une Europe juste avec et pour ses citoyens »

C'est le titre de la résolution générale adoptée au Conseil du PSE, réuni les 2 et 3 décembre à Varsovie... - 15^e dehors, mais ambiance studieuse et chaleureuse grâce, une fois encore, et malgré des transports aériens perturbés, à la présence de nombreux militants.

Les tables-rondes ont permis d'entendre des responsables venus de toute l'Europe, dont plusieurs nouveaux – et jeunes – leaders, croiser leurs analyses : gravité d'une crise véritablement systémique en Europe ; inadéquation des réponses - ou absence de réponses - d'institutions européennes dominées par la droite ; difficulté à faire passer auprès de l'opinion le message de nos propositions pourtant réalistes ; nombreux appels à la vigilance face à la montée des populismes – en Hongrie, Roumanie, mais aussi Pays-Bas ou Belgique, sans oublier l'Italie – qui, là ils sont associés au gouvernement, font peser des menaces sur l'État de droit et les libertés.



La résolution rappelle qu'une gestion de crise nécessairement rigoureuse doit impérativement s'accompagner d'un projet de croissance – une croissance verte – et donc de marges de manœuvre financières à dégager par la taxation des transactions financières et l'émission d'euro-obligations – et d'un pacte européen pour l'emploi et le progrès social incluant une législation protectrices pour les services publics, un cadre européen pour un salaire minimum correct, une clause de progrès social dans toute loi européenne... et bien d'autres mesures détaillées dans les documents de travail adoptés – disponibles (pour le moment seulement en anglais !) sur le site du PSE. Textes votés à l'unanimité malgré le rejet de certains amendements - ce qui montre à la fois les difficultés d'un accord à 27 dans la famille socialiste et les progrès réalisés grâce au tenace travail collectif mené au sein du PSE.

Reste à se mobiliser et convaincre pour gagner dans chaque pays et au niveau européen : un groupe de travail devra proposer au prochain Conseil les modalités de désignation d'un candidat du PSE comme président de la Commission lors de l'élection européenne en 2014.

Martine BURON
Ancienne députée européenne

Interview de Yannick Vaugrenard

« Le Sénat peut et doit basculer à Gauche ! »

Désigné, par les militants, tête de la liste de gauche soutenue par le Parti socialiste pour les élections sénatoriales, Yannick Vaugrenard répond à nos questions.

• Comment réagis-tu à ta désignation comme tête de liste ?

Sereinement, conscient de la responsabilité qui m'est donnée et de l'honneur qui m'est fait. Mon devoir désormais : favoriser l'unité des socialistes et de la gauche, et privilégier la représentation de l'ensemble du territoire départemental, qu'il soit urbain, périurbain ou rural.

Je tiens à remercier tous les adhérents, qui malgré un calendrier très contraint, se sont déplacés pour aller voter. Merci à ceux qui m'ont apporté leur soutien, ils savent pouvoir compter sur moi, comme sur le respect de mes engagements. Les camarades qui ont fait un choix différent au 1^{er} ou au 2^e tour, sont assurés de mon respect, de ma volonté de travailler dans l'unité de notre Parti, et de mon souhait de profiter de l'addition des expériences acquises.

La Haute assemblée aura en septembre 2011, et pour la première fois de son histoire, la possibilité de basculer à gauche. En cas de victoire à la Présidentielle 2012, le Sénat serait déterminant pour soutenir notre politique. Et si malheureusement

2012 est perdue pour la gauche, alors, le Sénat peut devenir une force de résistance institutionnelle non négligeable.

• Au sénat, tu souhaites travailler sur quels domaines ?

Dans la période que nous traversons, les questions économiques et sociales doivent être au cœur de nos préoccupations. En conséquence c'est plutôt dans cette direction que je désirerai m'orienter. Au-delà de l'aspect législatif, je devrai m'attacher plus particulièrement aux questions industrielles ainsi qu'à l'aménagement du territoire.

Je souhaite aussi travailler très concrètement pour un véritable statut de l'élu qui favorise l'émergence de toutes les origines sociales. Très rapidement, je vais rencontrer Marie-Madeleine Dieulangard et Charles Gautier, pour m'imprégner de leur travail parlementaire au Sénat.

• Quelle vision as-tu du rôle du Sénat ?

Son rôle de législateur est bien sûr important, car il est chargé d'appréhender

les lois de la République, mon souci sera de les parfaire avec un sens de plus grande justice sociale et de meilleure cohérence avec les évolutions de notre société.



Le Sénat représente aussi les collectivités territoriales, d'où la nécessité de refuser le détricotage de la décentralisation opérée par le gouvernement actuel. En effet, les collectivités locales sont au cœur du développement économique, il est donc nécessaire de leur laisser les moyens d'agir, pour être efficace, dans la lutte pour l'emploi et un aménagement harmonieux du territoire.



Retrouvez les résultats des votes section par section de la liste aux sénatoriales et de la convention Egalité réelle sur ps44.fr

Michelle Meunier, n°2 de la liste des sénatoriales

« Valoriser au Sénat mes expériences nationales et locales »



Michelle Meunier sera la n°2 de la liste de gauche en Loire-Atlantique pour les sénatoriales. Elle explique le sens de sa candidature.

Michelle Meunier est, depuis 1989, élue à Nantes comme adjointe au maire. Elle s'y est occupée des dossiers de la petite enfance, de la santé publique et des personnes handicapées. Aujourd'hui, elle a en charge la solidarité, l'insertion et les personnes âgées. Éluée conseillère générale du canton de Nantes 2 en 2001, elle est Vice-présidente du département depuis 2004, déléguée à l'enfance, l'adolescence et les familles.

« Mes mandats locaux m'ont donné une bonne connaissance des dossiers et des acteurs professionnels et politiques. Ayant siégé pendant plus de 7 ans, de 1999 à 2007, au Conseil national des

allocations familiales (CNAF) et aujourd'hui Vice-présidente de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS) et présidente de l'UDCCAS 44, j'exerce mes fonctions nationales en complémentarité de mes mandats locaux.

Ces responsabilités nationales m'ont permis de travailler avec des Commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat. Forte de ces expériences, j'ai donc déposé ma candidature aux élections sénatoriales. »

Michelle Meunier souhaite y travailler sur le social dans un Sénat qui basculera peut-être pour la 1^{re} fois à gauche en septembre prochain. « Il sera une force de propositions et de réflexion et, conformément aux règles votées, je m'engage à respecter le non cumul des mandats ».

Interview de **Laure Després**, universitaire nantaise

« **L'idéologie économique néolibérale est une imposture intellectuelle** »

À propos de la crise et de la dette publique, de fausses évidences s'imposent dans les sphères politiques et médiatiques. Le Manifeste des économistes atterrés, signé par plus de 1400 économistes, en fait l'analyse et propose de mettre en débat 22 propositions alternatives de politique économique. L'universitaire nantaise Laure Després l'a signé avec 7 autres enseignants chercheurs de l'Université de Nantes. Dans cet entretien, elle nous fait part de son analyse.

• **Quelle fausse évidence économique souhaitez-vous dénoncer en priorité ?**

Depuis des années, on nous explique que les marchés financiers sont efficaces, en ce sens qu'ils permettraient aux capitaux de s'investir là où ils sont les plus utiles, puisque les plus rentables. Ils seraient ainsi favorables à la croissance et seraient les meilleurs juges de la solvabilité des États. C'est une imposture intellectuelle imposée par les néolibéraux depuis une vingtaine d'années. Avec Reagan et Thatcher dans les années 80, les restrictions sur la circulation des capitaux ont été démantelées. Le marché unique mis en place par Jacques Delors en 1985 est allé dans ce sens : liberté de circulation des marchandises et des capitaux au sein des pays membres. Pourtant, à l'époque, le marché unique européen ne constituait pas une priorité pour les gouvernements. Jacques Delors se tourna vers les industriels pour que la construction européenne ne s'enraye pas. Il répondit ainsi au vœu de l'European Round Table, lobby fondé par Étienne Davignon, qui rassemblait les dirigeants des grandes multinationales européennes. Jacques Delors souhaitait faire de l'Europe un pôle économique aussi compétitif que les États-Unis ou l'Asie : les accords de Schengen et le Traité de Maastricht allaient dans ce sens. Il pensait, avec d'autres, que la construction de l'Europe sociale serait l'étape suivante : on l'attend toujours...

En revanche, le programme de la droite européenne de mise en concurrence généralisée des territoires et des populations, sous la pression des marchés financiers, a été réalisé. Tony Blair a choisi clairement cette voie le 27 octobre 1998 en autorisant la grande réforme de la City de Londres dont la spéculation financière fut la grande gagnante. Et Fillon a pu déclarer récemment que « la droite a gagné la bataille idéologique ». Il a raison et l'orientation de la construction européenne symbolise cette victoire. Un exemple : quand les pays d'Europe de l'Est ont adhéré à l'Union européenne, ils avaient des conditions économiques et environnementales à respecter mais aucune condition sociale...

En résumé, le développement des marchés financiers et la dérégulation ont triomphé depuis trente ans dans le monde et en Europe. Les spéculateurs des marchés financiers ont ainsi gagné beaucoup d'argent, mais globalement les entreprises n'en ont pas réellement profité : elles versent à leurs actionnaires plus

de dividendes qu'elles n'obtiennent de financement pour leurs investissements productifs. On a vu aussi que les agences de notation financières, Standard & Poors ou Moody's, qui influencent les marchés financiers, ont lamentablement échoué, avant la crise, à détecter les dangers des « subprimes ». Et on voudrait nous faire croire qu'elles sont plus à même d'estimer la solvabilité des États ? De qui se moque-t-on ?



• **Quelles mesures concrètes propose le Manifeste des économistes atterrés ?**

Nous en proposons beaucoup à la discussion publique et j'invite les lecteurs à lire ce Manifeste sur internet. J'en citerai ici quelques unes :

- 1 **Cloisonner les marchés financiers**, interdire aux banques de spéculer pour leur compte afin d'éviter la propagation des bulles et des krachs.
- 2 **Réduire la liquidité et la spéculation** déstabilisatrice par des contrôles sur les mouvements de capitaux et des taxes sur les transactions financières.
- 3 **Renforcer les contre-pouvoirs dans les entreprises** pour obliger les directions à prendre en compte les intérêts de l'ensemble des parties prenantes.
- 4 **Accroître fortement l'imposition des très hauts revenus** pour décourager la course aux rendements insoutenables.
- 5 **Réduire la dépendance des entreprises vis-à-vis des marchés financiers**, en développant une politique publique du crédit avec des taux préférentiels pour les activités s'engageant aux niveaux social et environnemental.

À lire le n° spécial d'**Alternatives Économiques** de novembre 2010 sur « l'Économie en 30 questions »



Retrouvez le Manifeste sur : <http://atterres.org/>

« L'innovation est aussi sociale et citoyenne »

Christophe Clergeau est 1^{er} Vice-président de la Région des Pays de la Loire, en charge de l'économie et de l'innovation. Il nous apporte ici un éclairage tout particulier sur l'action du Conseil régional en soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire.

• Quelles actions mène la Région en soutien à l'économie sociale et solidaire ?

Le secteur de l'économie sociale et solidaire est particulièrement dynamique : c'est un secteur innovant et rentable qui propose des produits et services nouveaux, un secteur créateur de valeur et d'emplois ancrés de manière durable sur notre territoire. Bref, tout l'inverse de l'économie financière mondialisée et désincarnée qu'on nous a longtemps présentée en modèle d'efficacité. Il intervient dans de nombreux champs concurrentiels, comme l'agriculture, les assurances, les services aux personnes, le tourisme... et promeut les valeurs qui sont les nôtres : association des personnes et non des capitaux, gestion démocratique, défense des principes de solidarité, de responsabilité sociale et environnementale... C'est pourquoi la Région soutient ce secteur de toutes ses forces et le considère comme un domaine à part entière du développement économique. C'est d'ailleurs notre camarade Fabienne Renaud qui le suit à mes côtés.

• Cela représente quel budget ?

Depuis 2005, notre investissement cumulé est sans précédent : 3,34 millions d'euros

répartis entre les aides aux associations et aux entreprises sociales et solidaires au titre de l'investissement, du conseil, de la formation des dirigeants bénévoles. N'oublions pas non plus le soutien aux réseaux partenaires comme la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, l'Union régionale des sociétés coopératives ouvrières de production, Finansol, le Fondes, l'ADIE, le Parlement des entrepreneurs d'avenir, etc... Citons enfin l'abondement du fonds de capital Pays de la Loire Solidaire ou le fonds régional de garantie des entreprises de l'économie sociale et solidaire, le financement des emplois tremplin au titre de la politique régionale de l'emploi... Petit à petit nous faisons en sorte que toute la boîte à outil régionale soit ouverte aux entreprises de l'économie sociale et solidaire.

• As-tu un exemple concret d'une entreprise de ce secteur soutenue par la Région dans sa création et/ou son développement ?

J'ai en tête l'exemple de la société « ADC Propreté », entreprise nantaise d'insertion par l'activité économique. Son objectif : recruter des salariés réputés « inemployables » mais aussi proposer un

service de qualité, performant, économiquement rentable... La Région a aidé cette entreprise à décrocher ses certifications ISO 9001, pour la qualité, et 14001, pour l'environnement, et ça marche : cette entreprise emploie aujourd'hui 215 salariés, de nombreux jeunes sans qualification, des chômeurs de longue durée, des bénéficiaires du RSA.

Autre exemple : celui d'« Arbr'Anjou » dans le Maine-et-Loire, cette Scop créée en octobre dernier réunit 3 entreprises d'insertion et la Région les a aidées à mutualiser certaines fonctions, comptabilité, commercial et communication par exemple, avec à la clé des économies et le recrutement d'une personne privée d'emploi. Comme quoi, la porte de l'innovation ne s'ouvre pas que d'en haut, elle s'ouvre aussi de l'intérieur, par les entreprises elles-mêmes, et d'en bas, dans les territoires. L'innovation n'est pas que technologique, elle est aussi sociale et citoyenne.



SCOP Macoretz

Une autre économie est possible

L'économie sociale et solidaire est notamment constituée des SCOP (Société coopérative ouvrière de production). Notre département compte à ce titre une belle réussite avec la SCOP Macoretz à Saint-Père-en-Retz et ses 12 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel. Ses 126 salariés conçoivent et bâtissent des maisons. La preuve qu'une entreprise performante peut être synonyme de partage des responsabilités et du profit.

« Une SCOP, cela ne peut fonctionner qu'à une petite échelle et dans des secteurs économiques particuliers. Ce n'est pas une alternative économique sérieuse ». Combien de fois a-t-on entendu cette sentence qui ferme la porte à toute forme alternative d'organisation économique ? Arrêtons les caricatures et revenons à la réalité si souvent mise en avant par les tenants de l'économie « classique ». En Loire-Atlantique, nous avons la chance d'avoir avec Macoretz

l'illustration superbe de la réussite d'une SCOP. Créée voici 25 ans par 4 jeunes désirant « vivre et travailler au pays », la coopérative s'est développée au fil des ans. Cette croissance n'a pas fait oublier les engagements du début : « La formation reste une priorité explique Serge Boureau, PDG de la SCOP depuis 1998, élu par les salariés pour des mandats de 4 ans. Nous lui consacrons 3 à 5 % de la masse salariale et on accueille 20 apprentis chaque

année. Notre échelle de salaires est de 1 à 3,5. Chez nous, les plus bas salaires sont supérieurs de 40 % aux postes équivalents dans les entreprises classiques. Les plus hautes rémunérations sont en revanche inférieures de 20 % à ce qui se pratique ailleurs ».

Les coopérateurs salariés sont sur la base de 35 heures par semaine et les 6 responsables des commissions au sein de la SCOP, dont le PDG, travaillent 45 à 50 heures par semaine, ce qui explique la différence de salaire. La SCOP appartient à ses sociétaires qui ont un statut de salarié. En fonction de leurs parts sociales, ils peuvent, à leur départ en retraite, partir avec un maximum de 16 000 € de capital. « Ce sera mon cas explique Serge Boureau. Si j'avais créé et développé une entreprise classique, je serais parti avec un capital bien supérieur mais ce n'était pas mon objectif. Le plus important est que la SCOP continue après moi et que ses sociétaires s'y épanouissent. »

Le développement de Macoretz, qui crée 5 emplois par an, lui a valu des critiques de la part de militants du mouvement SCOP. « Certains d'entre eux ont un problème avec l'argent... Pour moi, il n'y a aucun souci à gagner de l'argent, même dans une SCOP. La question est de savoir ce que l'on fait de cet argent. Chez nous, on

macoretz
SCOP



le redistribue aux salariés sous forme de 13 ou 14^e mois de salaire, de formations, etc. À partir de là, je dis : Vive le développement économique des SCOP ! »

Les Écossolies : 02 40 89 33 69 ou www.ecossolies.fr

C'est un réseau d'acteurs de l'économie sociale et solidaire qui rassemble des salariés des coopératives, des structures d'insertion, des mutuelles et des associations.

Élections cantonales

Une équipe déjà en campagne pour les cantonales

Les 20 et 27 mars auront lieu les élections cantonales sur 30 cantons. Le PS sera présent sur 29 cantons (le canton de Riaillé aura un candidat commun PC-PS). Seulement 7 cantons sont détenus par la droite mais l'objectif des candidat(e)s socialistes sera de partir à la conquête de tous ces territoires et de conserver les 22 autres cantons à gauche.

Le 14 décembre, autour de Patrick Mareschal, président sortant, de Philippe Grosvalet, futur président, de Bernard Deniaud, 1^{er} vice-président et président du groupe socialiste et divers gauche et d'Alain Gralepois, 1^{er} fédéral, l'ensemble de nos candidat(e)s titulaires et suppléant(e)s ont été présentés à la presse.

Alors même que l'UMP peine à désigner une femme candidate aux cantonales, le PS a souhaité investir 13 femmes, dont 5 conseillères générales sortantes, sur 29 cantons (soit 45 % des candidats).

Les cantonales seront les dernières élections générales avant 2012. Elles doivent donc être un signe politique à donner au gouvernement qui par sa réforme territoriale a souhaité mettre au pas les collectivités locales. Si le programme départemental ne sera dévoilé qu'en janvier, quatre lignes directrices peuvent déjà être mises en avant :

- Le département fait figure de bouclier social en face du bouclier fiscal du gouvernement. Il est le dernier rempart des solidarités et doit faire face aux inégalités toujours plus importantes depuis 2002 dans notre pays.
- Le département existe malgré la tentative de déstabilisation orchestrée par le gouvernement à travers sa réforme territoriale. Il est un échelon de proximité garant de l'harmonie de ce territoire.
- Le département est aussi protecteur des ressources de notre

territoire (eau, énergie, foncier) et nul n'a le monopole de l'écologie.

- Le département co-construit sa politique en lien avec les citoyens et le corps social. Depuis 2004, il n'a pas eu de réticence à confronter et évaluer ses politiques avec les habitants et le tissu associatif.

La campagne qui commencera véritablement début 2011 devra permettre la mise en avant de 10 à 12 idées principales devant constituer la colonne vertébrale des propositions des socialistes, et perçues comme telles par la population. Il s'agira bien d'une équipe qui se présentera sur les 29 cantons même si chaque territoire aura ses particularités.



Un site internet collectif

Réunis autour des mêmes valeurs pour défendre un programme commun, les 29 candidat(e)s socialistes ont créé un site internet de campagne collectif : www.loireatlantiqueagauche2011.fr

En ligne depuis le 14 décembre, ce site présente les enjeux communs de la campagne ainsi qu'un espace par candidat. Venez-voir et faites-le savoir !

Rectificatif : Distribuée avec ce numéro d'Ensemble, la lettre Loire-Atlantique à Gauche n°12 présente plusieurs erreurs dans la liste des conseillers généraux de la dernière page. René Baron, Yves Daniel, Michel Neveu, Gilles Philippot, Jean-Yves Ploteau et Marcel Verger sont des élus socialistes, et non plus Divers Gauche.

● Débat à Clisson

Faire vivre les services publics partout en France

L'Association Vivre à Clisson a organisé en décembre une soirée-débat sur le thème : « Les services publics sont-ils en danger ? » L'invité était le socialiste Michel Vergnier, député-maire de Guéret.

La soirée a démarré par des témoignages d'usagers et de salariés de services publics. Un enseignant a témoigné sur les suppressions de postes et sur la médecine scolaire qui « a du mal à assurer ses missions notamment en maternelles », tout en regrettant que « les futurs professeurs n'aient plus de formation pratique dans leur cursus. »



Une auxiliaire puéricultrice du CHU de Nantes a fait part de « son inquiétude pour l'avenir à cause d'effectifs toujours plus réduits : un adulte pour 5 bébés et un pour 8 enfants marchants. » Un travailleur social auprès d'enfants a fait le même constat : crédits en berne avec un État qui se désengage...

Enfin, un médecin généraliste travaillant à mi-temps auprès de personnes âgées, à côté de son travail en cabinet libéral, a rappelé la loi sur les hôpitaux votée en 2010 : « Elle impose une logique de rentabilité avec des conséquences sur la qualité des soins. (...) Il y a un problème de santé publique. Par exemple, le déremboursement de médicaments entraîne, pour beaucoup de gens, une difficulté financière pour se soigner. »

Michel Vergnier s'est ensuite exprimé. Ce fils d'ouvrier de Michelin, ancien instituteur, est un fervent défenseur des services publics, en particulier en milieu rural. Élu de la Creuse, paraît-il le territoire le plus âgé d'Europe, Michel Vergnier y lutte contre les fermetures de services publics. Le 12 octobre, il conduisait une délégation de plus de 200 personnes représentant 115 communes. Elle s'est rendue à Paris au ministère de la Santé pour y déposer 56 000 cartes postales réclamant la réouverture du service de radiothérapie de l'hôpital de Guéret.

La Creuse, c'est 125 000 habitants avec comme ville principale Guéret et ses 15 000 habitants. La 2^e ville compte 5 000 âmes. « Et on a des communes de 40 habitants ! » Mais le monde rural a le droit à un service public de qualité. Parmi ceux-là, il y a l'école laïque et gratuite. Le député-maire de la Creuse a lancé 3 pistes à ce sujet : « 1 - Une bonne formation des enseignants. 2 - Aménager des rythmes scolaires mieux adaptés aux enfants. 3 - Au nom de l'égalité des chances, établir l'école obligatoire dès 3 ans au lieu de 6 ans actuellement. »

Sur le problème de la médecine en milieu rural, Michel Vergnier a fait la proposition suivante : « Payer les études à des étudiants volontaires qui, en retour, s'installeront en zones rurales pendant 10 ans. »

Il a aussi rappelé qu'un service public de santé est une priorité notamment en milieu rural. À ce sujet, on doit instaurer une égalité réelle entre les territoires : « C'est notre projet de bouclier rural pour les services publics. Personne ne doit être à plus de 45 mn d'un hôpital ou d'une maternité et à plus de 15 mn d'un généraliste. » Il faut aussi souligner que des services publics de qualité sont un plus pour le développement économique car les entreprises s'installent là où ils existent à proximité.

Si la gauche revient au pouvoir dans 18 mois comme on l'espère tous, nul doute qu'elle aura un gros chantier à mener pour rétablir un service au public digne de ce nom sur tout le territoire français.

Libertés publiques en danger



Le premier Forum des Tanneurs de la saison 2010 - 2011 a permis de réunir le 6 décembre, Pierre Tartakowsky, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme et le député Dominique Raimbourg.

La politique sécuritaire de la droite n'a pas vraiment comme caractéristique de restreindre les droits et libertés des citoyens mais plutôt d'en altérer la nature. Cette tendance sécuritaire est mondiale et Nicolas Sarkozy n'en est que la figure française. Ce processus accompagne le basculement d'un État social vers un État pénal, la montée des inquiétudes identitaires, de la fragmentation sociale et de la mise en concurrence de tous avec tous, le tout dans un contexte de montée en puissance de la « lutte anti terroriste ».

Au plan politique, il n'y aura ni raccourci, ni panacée : la défense des libertés ne prend tout son sens qu'inscrite dans un projet de reconstruction sociale solidaire donnant des moyens à la justice, à la police, à la pénitentiaire, à la prévention. Un projet alternatif passe par l'abrogation de pans entiers des lois sécuritaires et par la construction de nouveaux droits.

Inventer un nouveau contrat républicain du « vivre ensemble » nécessite sa mise en discussion sur la scène politique. C'est le sens du « Pacte pour les droits et les libertés » que la LDH a mis en débat avec une cinquantaine de partenaires syndicaux et associatifs. Encore un grand merci à nos deux orateurs pour la qualité de leurs interventions !

Simon THOUZEAU

Retrouvez le Pacte pour les droits et les libertés sur :

<http://www.ldh-france.org>



Retrouvez l'intervention de Pierre Tartakowsky sur ps44.fr

Portrait de Michèle Frangeul

Une militante féministe et socialiste



Michèle est issue d'une famille nantaise modeste. Son père était concierge et sa mère au foyer. Elle réussit le concours d'institutrice et fait le choix plus tard en 1975 d'enseigner pendant 20 ans dans une école du quartier Malakoff. Elle y sera longtemps directrice d'école : « *Je m'y sentais utile auprès de ces familles multiculturelles en difficultés sociales et financières. C'était une manière de militer professionnellement. On développait une pédagogie basée sur la musique, le théâtre, l'expression corporelle, les activités plastiques, et aussi la méthode québécoise d'autodéfense pour que les filles puissent se défendre dans leur quartier et dire non* ». Dans ces mêmes années 70,

Michèle est militante féministe au nom du droit des femmes à disposer de leur corps, pour l'avortement et la contraception. Elle est une lectrice fervente de Betty Friedan, Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi.

Femme de gauche et féministe, elle adhère au parti socialiste en 1987 après avoir entendu à une Fête de la Rose la militante nantaise Renée Broustal, une amie d'Yvette Roudy, inviter les femmes à se battre pour l'égalité des droits entre femmes et hommes. « *Je me suis reconnue dans son discours à un moment où je souhaitais m'engager politiquement pour plus d'efficacité dans l'action* ».

"MON TRIPTYQUE POUR L'ÉCOLE, C'EST LAÏCITÉ, ÉGALITÉ ET MIXITÉ"

Elle adhère dès sa création en 1992 à « l'Assemblée des Femmes » présidée par Yvette Roudy, qui a pour objectif la parité en politique et la défense des droits des femmes dans tous les domaines. En 1995, elle est élue à la mairie de Nantes sur le secteur Malakoff : « *J'ai eu le bonheur de marier d'anciens élèves que j'avais eu 25 ans avant en maternelle !* » Elle y fera deux mandats. Michèle se désole de la casse de l'école menée par Sarkozy : « *Il réduit les effectifs et méprise les enseignants, c'est honteux. L'éducation est pourtant une priorité car elle conditionne la vie du futur adulte. Mon triptyque pour l'école, c'est laïcité, égalité et mixité.* »

Elle préside l'Espace Simone de Beauvoir depuis 4 ans. Il regroupe 30 associations qui luttent pour le droit des femmes à l'égalité, la dignité, la solidarité et la citoyenneté. « *Je souhaite vraiment que davantage de socialistes s'y impliquent car il y en a encore des combats à mener* ». Rappelons en effet que 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes qui n'ont pas toutes fait ce choix, loin de là. Les lieux d'accueil du Planning familial ont été fermés en France et la dernière réforme des retraites pénalise les femmes...

Les socialistes ont par le passé fait voter des lois importantes : en 1981 un ministère des droits de la Femme est créé avec à sa tête Yvette Roudy qui obtient en 1982 le remboursement de l'IVG. En 1983, une loi sur l'égalité professionnelle est votée. Le gouvernement Jospin fait adopter en juin 1999 la loi sur la parité en politique. Pourtant, plus de 11 ans après, la France reste l'une des mauvaises élèves de l'Europe avec 18 % de femmes à l'Assemblée nationale... Et la réforme territoriale de Sarkozy diminuera encore le nombre de femmes élues locales.

« *Contribuer à rendre la société plus neutre du point de vue du genre, c'est avancer dans la lutte contre les inégalités. L'enjeu politique est de surmonter l'injuste « ordre » actuel qui entraîne violence et pauvreté. Il faut toujours lutter pour construire un monde meilleur basé sur la paix, la justice, l'égalité, la liberté et la solidarité. Je veux croire que les socialistes ne laisseront pas passer l'occasion de revenir au pouvoir en 2012 et qu'ils sauront se rassembler pour atteindre cet objectif* ».

/// Agenda

• Forum des Tanneurs

Il aura lieu le **lundi 24 janvier à 20h**, à l'occasion du 15^e anniversaire de la mort de François Mitterrand. Débat sur ce président qui aura marqué l'histoire de la fin du XX^e siècle, en présence de Florence Drory (ancienne collaboratrice et co-auteur d'un livre sur François Mitterrand).

• Soirée des vœux

Elle aura lieu cette année le vendredi **4 février à 19h** à la salle de l'Estuaire de Couëron en présence de Marylise Lebranchu (députée et présidente de la FNESE) et de nos candidat(e)s aux cantonales. Un courrier d'invitation sera adressé aux militants mi-janvier.

• 5^e circonscription

Une réunion publique de bilan de mandat de Michel Ménard aura lieu le **mercredi 9 février à 20h30** à l'Espace le Préambule à Ligné, en présence de Jérôme Cahuzac (député du Lot et Garonne et président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale).

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 22/12/10



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44000 NANTES
Tél. 02 40 20 63 00 - Fax 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteur en chef adjoint : Romain Mercière
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Philippe Rouxel, Paul Pascal, Shutterstock, Stéphane Martin (CC-by-sa)
 Mise en page : Scopic
 Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
 N° CPPAP : 0914P 10751
 N° ISSN : 1296 - 2201
 Prix : 1,50 euro - Tirage : 3 300 ex.

